

NOUS SOMMES PRÊTS



PROJET SOCIALISTE 2012

LE CHANGEMENT



N°617
DU 4 AU 10 JUIN 2011
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52 - Fax : 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat
• JOURNALISTES RÉDACTRICES Charlotte Collonge (76 58) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00) • MAQUETTE Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Marndé • N° DE COMMISSION PARTAIRE : 01 14 P 11 223 • ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 23 500 exemplaires



L'AGENDA

28 juin

► Ouverture des candidatures aux Primaires

13 juillet

► Clôture des candidatures aux Primaires

26-27-28 août

► Événement
Université d'été de La Rochelle





Martine Aubry

« Chers amis, chers camarades,

Nous sommes rassemblés aujourd'hui – militants, élus, responsables, jeunes – pour adresser aux Français un message simple et fort : les socialistes sont prêts pour redonner un avenir à la France.

Il y a plusieurs mois, je vous avais proposé un calendrier d'action : au premier trimestre 2011, les élections cantonales ; au deuxième, notre projet ; au troisième, les sénatoriales et la candidature présidentielle.

Les élections cantonales ont été gagnées. Après la victoire des régionales en 2010, jamais dans leur histoire le Parti socialiste et la gauche unie n'ont réuni autant de compétences, dirigé autant de villes, de départements et de régions. Bravo à tous nos élus locaux qui ont forgé ces victoires et qui servent les Français de si belle manière.

Le besoin national de gauche et de changement est d'autant plus puissant aujourd'hui que l'interpellation citoyenne de l'abstention et le signal noir de l'extrême droite montrent dans notre pays une souffrance et une perte certaine de repères et même d'espoir.

Nous devons surmonter cette méfiance, parfois cette désespérance, tirer les conséquences de ce qui se passe non seulement chez nous mais aussi par exemple en Espagne ou dans d'autres régions du monde, et montrer que le bulletin de vote peut encore changer le cours des choses.

C'est pourquoi notre projet, plébiscité par les militants et par vous tous, revêt tant d'importance.

Il a été préparé de façon collective, discuté, débattu. Je veux que les Français sachent qu'ils ont nourri notre projet de leurs indignations, de leurs aspirations et de leurs propositions. C'est cette même méthode que nous retiendrons, dans un an, à la présidence et au gouvernement du pays, si les Français nous accordent leur confiance. L'écoute et le travail pour bien proposer, l'action pour changer, l'évaluation pour corriger et pour améliorer.

Merci à tous les responsables qui ont préparé convention après convention, forum après forum, nos propositions ; merci aux dirigeants du parti que j'ai réunis autour de moi dans le conseil politique pour que, ensemble, nous soyons capables de présenter le projet de tous les socialistes. Car c'est bien le projet de tous les socialistes aujourd'hui. Nous pouvons être fiers de ce que nous sommes capables d'accomplir ensemble : le sérieux associé à la créativité, l'expérience mêlée à l'audace, les valeurs conjuguées à la modernité. Et je suis fière de vous dire : « Chers camarades, la parole a été tenue, grâce à vous ».

D'ici quelques jours s'ouvrira la déclaration de candidature aux Primaires. Ces Primaires, que nous avons décidées comme un immense acte de confiance vis-à-vis des Français pour qu'ils choisissent celle ou celui qui portera notre projet, avec nous tous et avec eux.

En ce qui me concerne, je l'ai dit, je prendrai mes responsabilités avec une seule volonté, à la fois ambitieuse et simple, qui m'anime depuis trois ans : qu'une candidature issue de nos rangs, porteuse de l'espoir attendu, puisse accéder l'année prochaine à la présidence de la République. C'est mon seul objectif.

Chers camarades, sur notre chemin, un drame est récemment intervenu, qui constitue d'abord une terrible épreuve humaine. Nous avons, je le pense, montré ensemble la retenue et l'unité qui s'imposaient. Nous avons demandé le respect de la jeune femme et de sa parole, et pour notre ami Dominique Strauss-Kahn le respect de la présomption d'innocence. Seule la justice peut faire surgir la vérité. Elle a besoin de dignité et de sérénité, pas de déclarations polémiques, ni d'humiliations médiatiques.

Deux semaines après, si l'émotion est toujours là, nous savons que notre devoir de dirigeants et de militants est de nous concentrer sur la mission qui est la nôtre : proposer des solutions, critiquer quand il le faut, et bien sûr rester soudés dans l'adversité, comme dans la préparation de la victoire. Plus que jamais, nous devons mobiliser en nous à la fois l'esprit d'unité et de responsabilité.

La première responsabilité, c'est d'être toujours tournés vers la réalité quotidienne des Français. Nous avons fêté récemment le 30^e anniversaire du 10 mai 1981. J'ai aimé ce moment car j'ai senti non pas de la nostalgie, non pas la volonté de dupliquer mais celle de s'inspirer de l'essentiel pour gagner 2012 : retrouver le chemin du progrès et réconcilier les Français.

Personne en revanche n'a fêté les quatre ans de M. Sarkozy. Quatre ans d'autocratie et bientôt dix ans de gouvernement de droite, cette réalité se résume en trois mots : dégradation, division, diversion.

Dégradation : combien de nos compatriotes, à l'exception des plus fortunés, vont mieux aujourd'hui qu'hier ? Posez la question autour de vous : les réponses, toujours les mêmes, sont accablantes. Les conditions de vie se sont dégradées, le chômage a augmenté, le pouvoir d'achat est rabaissé, les inégalités se sont creusées, les services publics sont démantelés, les banlieues stigmatisées et le monde rural ignoré.

Division : au lieu de rassembler, ce qu'exigerait pourtant sa fonction, l'actuel président a choisi de diviser : ceux qui ont un travail contre ceux qui sont au chômage, le public contre le privé, les seniors contre les jeunes, les Français d'ici contre « les autres » venus d'ailleurs, alors même que l'histoire de notre pays, sa force, sa fierté, ses valeurs, ce sont les brassages, les diversités, les identités unifiées et transcendées en un même creuset qui s'appelle la République.

S'y ajoutent les diversions organisées. Chaque fois que la situation ramène à la dure réalité économique, sociale et même morale – c'est-à-dire tous les jours –, M. Sarkozy ressort les thèmes électoraux traditionnels de la droite : l'immigration et l'insécurité. Les Français ne sont pas dupes. Dans ces domaines comme dans les autres, ils savent que l'échec est patent. S'agissant de la sécurité, je voudrais qu'il soit clair une fois pour toutes, qu'elle est pour nous socialistes, une exigence légitime des citoyens et un devoir absolu des gouvernants. L'UMP veut se servir de l'insécurité ; nous sommes déterminés, nous, à la combattre.

Oui, les échecs sont patents. Bien sûr il y a la crise, mais il y a surtout la politique gouvernementale qui explique d'ailleurs les deux tiers des déficits financiers abyssaux du pays, comme l'a expliqué la Cour des comptes.

Qu'on ne nous dise pas que tout cela a permis de réformer la France. Les prétendues « réformes » sont en réalité des régressions manifestes, inégalitaires, inefficaces, réalisées au nom d'un soi-disant « courage » qui n'est, en vérité, que le visage déguisé de l'injustice.

Quel « courage » y a-t-il, en effet, à faire supporter aux salariés ayant subi les carrières les plus longues et les métiers les plus pénibles le report de leur âge légal de départ en retraite ?

Quel « courage » de promettre à tous les travailleurs une prime de 1 000 euros qui s'est évaporée depuis, alors même qu'on supprime la moitié des contribuables à l'ISF et qu'on en réduit fortement la portée ?

Quel « courage » d'affirmer, comme M. Sarkozy, que « l'écologie ça suffit », alors que la catastrophe de Fukushima là-bas et la sécheresse ici soulignent l'urgence environnementale ?

Quel « courage » à opposer les allocataires du RSA aux titulaires du SMIC, alors que les uns comme les autres sont les premières victimes du libéralisme financier et de la politique gouvernementale ?

Derrière le général de Gaulle, on voyait la France. Derrière François Mitterrand, on voyait la République. Derrière M. Sarkozy, on ne voit souvent... que des intérêts particuliers.

Alors oui, l'illusion sarkozyste s'est dissipée. Les Français n'y croient plus. Pour nos compatriotes, le sarkozysme est désormais synonyme de déclin individuel et collectif et de déclin pour notre pays. À force de saper notre modèle social, d'abîmer la République, Sarkozy a fait perdre pied à la France et patience aux Français.

Face à cette situation, nous avons, nous socialistes, la responsabilité de donner à notre pays l'espoir qu'il attend. Nous nous y sommes préparés.

Et je le dis aujourd'hui aux Français en m'adressant à eux. Dans moins d'un an, vous aurez à faire un choix déterminant. Vous avez rendez-vous avec la démocratie, c'est-à-dire avec vous-même. Vous aurez à répondre à deux questions : quel avenir pour notre pays, et à qui confier cet avenir ?

Je veux vous dire que notre projet, nous l'avons bâti pour vous.

Pour vous, ouvriers, employés, agriculteurs, cadres, pour vous qui travaillez toujours plus, mais qui gagnez souvent moins. Pour vous, artisans, commerçants, patrons de PME, chercheurs et enseignants, pour vous artistes, pour vous qui créez et qui innovez. Pour vous, les jeunes, qui voulez un emploi, un logement, une famille, une place dans notre société, une vie qui vaille d'être vécue.

Pour vous, les seniors qui souhaitez vivre pleinement et apporter votre expérience, votre temps et votre dynamisme à la société, et qui voulez, à juste titre, être pris en charge par la solidarité nationale lorsque cela est nécessaire. Pour vous, fonctionnaires pour qui, toujours, service public rime avec intérêt général, pour vous bénévoles et associatifs, sans qui notre pays serait encore plus déchiré qu'il ne l'est.

Vous tous, vous ne demandez pas la lune. Vous demandez simplement d'être respectés, de pouvoir vivre dignement de votre travail, puis de votre retraite dans une société plus juste. Vous voulez, en métropole comme dans les Outremer, redonner un avenir à notre pays, vous qui aimez notre pays et qui souffrez de le voir aujourd'hui reculer, parfois perdre son âme, et s'éloigner des principes républicains et laïcs qui font pourtant sa force et sa grandeur.

Alors, à vous tous je le dis aujourd'hui : nous sommes prêts à redresser la France pour qu'elle retrouve son poids et sa voix dans le monde. Nous sommes prêts à remettre la justice au cœur de notre pays. Nous sommes prêts à le faire respirer de nouveau, comme en 1981, comme en 1997, dans un grand élan démocratique.

Aujourd'hui, nous disons aux Français, nous sommes prêts. Prêts à redresser la France. Prêts à retrouver le chemin du progrès. Ce mot qui veut dire simplement : demain sera meilleur qu'aujourd'hui.

Nous devons maintenant rassembler.

Rassembler. Comment ne pas parler de culture : car la culture c'est ce qui rassemble entre les générations, c'est ce qui procure émotions et rêves partagés. La culture, c'est la trace que chaque génération inscrit à son patrimoine. La grandeur d'une nation se mesure à son poids économique, mais aussi surtout à l'influence de ses idées, de ses symboles, de ses créations, de ses images, de ses mots. La culture grandit et émancipe chaque homme et chaque femme, elle touche à la fois le cœur et la raison pour réfléchir à notre société. Qui mieux que les artistes nous éclairent aujourd'hui sur les dérives du monde – les souffrances et les exclusions de toute sorte - et sur l'avenir ? La culture, c'est le cœur de la société que nous voulons construire.

Notre ambition, c'est bien sûr que chaque Français puisse avoir accès à la culture en commençant pas l'éducation artistique et par la possibilité de pouvoir rencontrer les artistes le plus près de chez eux, dans des nouveaux lieux, des coopératives, que nous mettrons en place. Je ferai des propositions pour que les artistes puissent bénéficier de lieux de création et de diffusion y compris dans les grandes institutions culturelles.

J'entends dire, mais tout cela coûte très cher et pourquoi ? J'ai envie de dire, comme Tadeusz Kantor : « Oui, la culture, ça ne sert à rien... c'est comme l'amour ! ». Alors vous comprendrez, pourquoi la France et la culture feront de nouveau un en 2012.

La culture pour rassembler, oui. Et pour nous d'abord, rassembler la gauche et les écologistes. J'y consacre beaucoup de mon temps et je continuerai à porter tous mes efforts, dans les jours qui viennent, à écrire ce contrat de rassemblement de la gauche essentiel pour la victoire de 2012.

Et puis rassembler les Français, qui veulent retrouver la France qu'ils aiment, sa véritable identité, son économie renforcée, son modèle social renoué, une France qui soit à nouveau écoutée et respectée dans le monde par ce qu'elle est, et par ce qu'elle défend.

Chaque époque possède sa vérité, mais l'histoire a ses constantes. Après tout, la feuille de route que nous suivons depuis trois ans et que nous allons poursuivre, en adaptant nos réponses aux défis du XXI^e siècle, n'est pas si éloignée, quand on la regarde bien, de celle qu'un autre avant nous, avait tracée en son temps, avait respectée pleinement, et qui nous avait menée à la victoire.

Quelques mois avant celle-ci François Mitterrand, disait - et j'en terminerai là - : « Au printemps prochain, la France n'aura pas simplement rendez-vous avec la saison nouvelle. Elle aura rendez-vous avec elle-même. »

Retrouvez l'intégralité des interventions sur parti-socialiste.fr



Guillaume Bachelay

« Chers camarades, nous sommes rassemblés ici, aujourd'hui, pour adresser au pays un message simple : les socialistes sont prêts. Après deux ans de travail collectif, à un an du grand rendez-vous de 2012, le projet est notre force.

Il est une force car il a mobilisé les énergies. Du tour de France il y a 18 mois aux « Rencontres du changement » dont 130 ont eu lieu ces dernières semaines,

des milliers de Français ont participé à nos débats. Associations, syndicats, organisations professionnelles, entrepreneurs, chercheurs, artistes ont été au cœur des quatre conventions et des huit forums qui ont jalonné notre démarche.

Jusqu'au bout, réunis en Commission des résolutions, nous avons travaillé pour offrir le meilleur projet aux Français. 170 amendements issus de plus de la moitié des fédérations ont été retenus pour compléter et renforcer nos propositions : l'amélioration du statut des presque trois millions de travailleurs non salariés (à l'initiative de la Charente-Maritime); la revalorisation des pensions des femmes qui ont eu des carrières courtes et qui sont pénalisées par la régression Sarkozy sur les retraites (priorité portée notamment par les Bouches-du-Rhône); le soutien accru à l'économie sociale et solidaire (demandé par les Landes et d'autres); le renforcement des moyens pour les associations de planning familial (à la demande du Nord); mais aussi la composition paritaire du gouvernement (suggérée par la Haute-Garonne), le refus du pacte d'austérité européen (porté entre autres par la Seine-Maritime); l'autorisation pour la BCE de financer la dette souveraine des États membres de la zone Euro (l'Ardèche et beaucoup d'autres l'ont préconisée) – et, objectif martelé par de très nombreuses fédérations, le vote au Parlement dès le début de la législature du retrait des troupes d'Afghanistan où aucune solution militaire n'existe. Nous sommes les premiers, à ce jour les seuls, à dire aux Français : « Si vous nous faites confiance, voilà ce que nous ferons pour vous, voilà ce qui changera avec nous. »

Notre projet tire les leçons de l'expérience. Nous savons la gravité de la crise du capitalisme financier et de ses dégâts. C'est pourquoi nous agirons pour mieux répartir la richesse entre ce que dévore le capital et ce que mérite le travail : surtaxes acquittées par les banques et les établissements financiers pour préserver le régime solidaire des retraites ; taxation sur les transactions financières en Europe ; lutte contre les paradis fiscaux et pour un nouveau panier des monnaies au plan international. Nous mesurons aussi l'ampleur de la crise environnementale et climatique qui menace la planète : nous allons adopter aujourd'hui le premier projet social-écologique de notre histoire. Vaste plan d'isolation thermique des logements, investissement dans les transports collectifs, éco-industries et circuits courts agricoles, coup d'arrêt à l'étalement urbain et 150 000 logements sociaux par an aux normes Bâtiment basse consommation – c'est une stratégie globale qui sera déployée. Ses deux leviers s'appellent la fiscalité – incitative pour les comportements

vertueux, dissuasive pour les pollueurs – et l'Europe sans laquelle nous ne pouvons concevoir la transition énergétique française que nous appelons de nos vœux, ni sécuriser nos approvisionnements – c'est le sens de la Communauté européenne des énergies que nous proposerons à nos partenaires.

L'Europe précisément, notre projet ne fait pas comme si elle n'était pas en crise. Pour innover, elle doit pouvoir emprunter pour financer ses infrastructures d'avenir (énergies renouvelables, biotechnologies, numérique). Produire suppose d'instaurer enfin une politique économique harmonisée de la zone euro, ou encore créer un serpent fiscal pour faire converger nos taux d'imposition sur les sociétés. Et protéger signifie la réciprocité commerciale afin que soient respectées par les nations ou les entreprises qui veulent échanger avec nous les normes sanitaires, sociales et environnementales que nous imposons aux chefs d'entreprises et aux salariés européens. Il n'y aura pas de redressement national sans redressement européen, et pas de redressement européen sans renforcement du ciment franco-allemand. Chacun devra faire un effort pour muscler l'Europe dans la compétition internationale : nous Français par une économie plus productive, nos amis allemands par une politique plus collective.

Et puis, il y a la crise démocratique, qui résulte de toutes les autres. Ce désenchantement citoyen, M. Sarkozy n'y est pas étranger : promesses non tenues et temps perdu auront marqué son quinquennat. Mais il y a plus, qui remonte à plus loin : c'est le drame du bulletin de salaire qui n'augmente pas, c'est le constat que le bulletin de vote ne pèse pas – en tout cas pas assez... En 2012, nous devons une revanche au peuple français : revanche sur le chômage, sur les inégalités, sur la désindustrialisation, sur l'oubli des valeurs républicaines et des contre-pouvoirs.

Notre projet permettra de réparer les dégâts du sarkozysme et de faire redémarrer le progrès.

Nous avons des priorités claires.

- Alors que la droite a supprimé l'ISF pour 300 000 familles fortunées, nous rendrons la fiscalité des ménages et des entreprises plus progressive et nous soumettrons les revenus du capital, les bonus, les stock-options aux mêmes taux d'impôts que les revenus du travail.

- Alors que le chômage des jeunes est massif en France, nous créerons pour eux 300 000 emplois d'avenir dans les domaines de l'innovation sociale et environnementale.

- Alors que 80 000 emplois ont été rayés d'un trait dans l'éducation, nous proposerons un nouveau pacte éducatif qui passera par un moratoire sur les suppressions de postes et par une concentration des moyens vers le primaire, les premiers cycles d'enseignement supérieur et la revalorisation du métier d'enseignant. Nous les socialistes, nous réhabiliterons ce beau mot : « enseignant » !

- Alors que près d'un Français sur deux renonce à se soigner faute de moyens, nous remettrons l'hôpital public au cœur du parcours de soins, développerons les maisons de santé, inciterons les jeunes médecins libéraux à exercer en début de carrière dans les zones manquant de praticiens et nous ferons appel à la solidarité nationale pour prendre en charge la dépendance.

- Et puis, parce que plus de 9 000 postes de policiers et gendarmes ont été supprimés en quatre ans sur le territoire national, nous créerons 10 000 emplois dans la chaîne pénale – police et justice sont inséparables –, mettrons en place une police de quartiers, améliorerons l'accueil des victimes et n'oublierons pas, nous, que dans « sécurité routière », il y a sécurité... Nous sommes en train d'élaborer un calendrier précis – c'est le sens du travail que coordonne actuellement Laurent Fabius pour donner à notre projet sa traduction gouvernementale dès la première année. Sans préjuger de sa conclusion à l'automne, s'y trouvera ce que dit déjà notre texte. Dans les 12 premiers mois du gouvernement de la gauche, - 150 000 premiers emplois d'avenir seront lancés pour les jeunes ;

- la banque publique d'investissement sous forme de fonds régionaux sera créée au service de notre industrie, de nos PME, de notre recherche ;
- une Conférence nationale sur les salaires réunira l'État, les syndicats et le patronat pour établir notamment l'égalité salariale et professionnelle entre les hommes et les femmes ;
- un nouvel acte de la décentralisation sera lancé ;
- la réforme des retraites que nous avons promise aux Français sera engagée ;
- un référendum sur les pratiques démocratiques sera organisé. Dose de proportionnelle aux élections législatives, stricte limitation du cumul des mandats, présence des salariés dans les conseils d'administration et les comités de rémunération des grandes entreprises – de tous ces enjeux et de beaucoup d'autres, les Français seront saisis.

Nous présentons un projet financé. En 2012, les marges d'action ne seront pas celles de 2007, encore moins celles de 2002 ! En dix ans, la dette a doublé pour atteindre 90 % du PIB. Outre l'ardoise Sarkozy, il y aura les bombes UMP : les intérêts de la dette (6 milliards d'euros), la facture du Crédit Lyonnais (4 milliards), le reliquat du bouclier fiscal (pour 700 millions). C'est pourquoi nous devons être ambitieux et sérieux : tout ne sera pas possible tout de suite mais nous savons, nous disons comment financer ce que nous ferons.

Et nous assumons notre priorité au désendettement du pays ! Nous préférons, nous, rémunérer des professeurs, former des infirmières, recruter des policiers que payer des intérêts sur la dette aux marchés financiers.

Dernière force – non la moindre : notre projet permet le rassemblement de la gauche et des écologistes. Le contrat de gouvernement, c'est l'essentiel ! Inspirons-nous de la méthode qui a prévalu aux dernières régionales : permettre toutes les convergences possibles et ne pas craindre les divergences. En 2010, l'unité dans la diversité, les Français ont aimée ! C'est une marque de respect du peuple, de nos partenaires, de nous-mêmes. D'autant qu'à bien y regarder, et d'abord au plan local, l'unité programmatique de la gauche n'a jamais été aussi grande : nouvel interventionnisme face au marché, mix-énergétique, services publics, réorientation de l'Europe – ces exigences sont aujourd'hui le patrimoine commun de la gauche.

Trois courtes remarques pour terminer.

Il n'y aura pas de majorité politique sans majorité sociale. Ouvriers, employés, chefs d'entreprises, professeurs, chercheurs, artisans, commerçants, agriculteurs, c'est pour vous que nous nous battons ! Ceux qui voudraient faire sans vous ne changeraient rien du tout !

Ma deuxième remarque concerne le lien entre le projet et la candidature présidentielle. Quand on veut porter les valeurs et les couleurs socialistes, on est fier et on est fort en portant le projet socialiste. Enfin, ou plutôt surtout, il y a la République. Réapproprions-nous dans la campagne et surtout au pouvoir le rôle de l'école dans la transmission des valeurs et du savoir, l'égalité sécurité pour tous, la passion de la laïcité.

Chers camarades, le message du 28 mai, le voici : nous avons un projet – mieux : les Français ont le projet socialiste. »



Laurianne Deniaud

« Chers amis, depuis quelques semaines, des dizaines de jeunes, puis des centaines et maintenant des milliers investissent les rues et les places des petites et grandes villes, en Espagne et en Grèce pour demander nulle autre chose que le changement. Ils sont las d'attendre des jours meilleurs toujours prévus pour le surlendemain. Ensemble ils ont créé. Ils se sont donné

rendez-vous grâce aux plus grands cafés du monde que sont les réseaux sociaux et redonnent des couleurs au mouvement social. Ils font renaître le goût du combat et apportent de la vivacité à la gauche. Ces mobilisations, après celles qui se sont déroulées en France, en Angleterre, et en Italie témoignent de la volonté des jeunes européens de faire naître

le changement, et de trouver une place dans la société, que le chômage, la précarité et les politiques d'austérité ne nous laissent que peu entrevoir. Aujourd'hui les jeunes de France se tournent avec impatience vers notre famille politique. Ils attendent que nous nous adressions à eux, sinon eux aussi se détourneront de nous, confondant la gauche et la droite, faisant gagner les forces de l'ordre et de la réaction.

Les jeunes de France sont impatients qu'on leur laisse exprimer pleinement toutes leurs capacités créatives. Ils attendent qu'on leur accorde une chance dans l'entreprise. Ils espèrent que la société soit enfin capable de leur faire confiance, aux antipodes de la méfiance dans laquelle ils sont tenus depuis dix ans. Ce que ma génération attend des socialistes c'est un projet d'avenir, pas des mesures estampillées « jeunes », pour faire plaisir et qui nous enfermeraient dans un statut de citoyen de seconde zone. Bien au contraire, ce à quoi nous aspirons c'est à un véritable

droit à l'avenir. Faire que la jeunesse redevienne le temps de l'esérance. Un moment où on n'a pas peur d'oser, d'essayer, de pouvoir faire des choix, de changer d'avis, dans une société où la moindre erreur ne vous condamnerait plus systématiquement à la précarité.

C'est ce que nous ont dit les jeunes de France quand nous avons été à leur rencontre. Quand nous leur avons demandé de nous donner leur avis sur 21 de nos propositions, pour savoir ce qu'ils jugeaient prioritaire et non-prioritaire. Ce sont plus de 30 000 jeunes avec qui nous avons échangé, débattu et qui aujourd'hui nous écoutent avec attention.

Voilà pourquoi les jeunes de France attendent des socialistes qu'ils leur parlent du parcours d'autonomie. De cette possibilité pour un jeune ayant été en échec scolaire de pouvoir reprendre une formation à 20 ans tout en bénéficiant de l'allocation d'autonomie. De la possibilité pour un étudiant d'aller dans la formation de son choix et de se consacrer pleinement à ses études, car grâce à l'allocation d'autonomie il n'aura pas à être salarié pour étudier.

Voilà pourquoi les jeunes femmes attendent tant des socialistes, car quand elles réussissent à faire exploser le plafond de verre dans les études, elles ne comprennent pas pourquoi elles devraient être moins bien payées qu'un jeune homme pour un même travail.

Voilà pourquoi les jeunes de France attendent le respect. Le respect d'un agent de police qui vouvoie au lieu de tutoyer, qui agit comme garant de la loi

républicaine que vous soyez un garçon ou une fille, et quelle que soit votre couleur de peau. L'attestation de contrôle d'identité, ce n'est pas un gadget, ni une défiance à l'égard de fonctionnaires qui servent la République. C'est une mesure nécessaire pour refaire société et recréer une relation de confiance entre les citoyens et la police du quotidien.

Faisons confiance aux jeunes de France. Allons présenter le projet de la famille socialiste, mais en étant à l'écoute. Les Primaires seront un succès, une véritable machine à gagner, une occasion unique où le peuple de gauche – et les jeunes en son sein – fera entendre ses envies et ses exigences.

C'est ce que feront les volontaires du changement. Ces centaines et centaines de jeunes, qui, chaque jour nous rejoignent, pour porter les huit engagements du pacte pour les jeunes. Prenez goût à leur présence. Ils seront de chaque meeting, de chaque rencontre avec les citoyens, de chaque débat sur le Net pour interpellier nos candidats.

Faisons confiance à ceux qui nous rejoignent. Donnons-leur le pouvoir, soyons exigeants sur le non-cumul des mandats et veillons à ce que les investitures pour les prochaines élections législatives nous permettent d'espérer une assemblée qui nous redonne confiance en la République.

Laissons-nous dépasser par le changement et par la mobilisation que nous proposons à la France. »



Marylise Lebranchu

« Trois obstacles vont nous attendre ou nous attendent déjà. D'abord la prime à l'outrance. Les médias nationaux, surtout audiovisuels, sont saturés des outrances répétitives qui font souvent barrage aux propositions concrètes et à l'objectif partagé. Ensuite les peurs, parce que comme en 2012 ou comme en 2002, elles seront encore au cœur de la campagne. Et puis la rancœur entretenue à l'égard

de tous les élus de France. Nous avons aujourd'hui une réponse. D'abord le projet qui fait sens et qui assure la perspective d'un État fort retrouvé. Un État fort retrouvé qui garantit l'égalité d'accès aux services. Un État fort retrouvé qui protège la diversité des territoires et garantit une décentralisation aboutie. Un État fort retrouvé qui protège tous nos territoires. Un État qui négocie par contrat le déflatement choisi par ses régions. L'État pense l'avenir de l'Europe et de la France, mais il coordonne les intelligences de nos territoires en créant cette banque d'investissement public en lien avec les fonds régionaux, pour

contrecarrer enfin la main invisible d'un marché aveugle. Nos 60 000 élus locaux sont des militants qui, contrairement aux esprits chagrins de l'UMP, aussi frileux qu'orgueilleux lors des dernières élections cantonales, sont fiers de faire de la politique, et ne sont pas de simples comptables aux ordres. 2012 - 2017 sera le retour d'un vrai pacte de confiance entre État et collectivités. Nos collectivités aujourd'hui sont humiliées par la droite, mais savent que le dogme idéologique a volontairement mis à genoux régions, départements, villes, intercommunalités et communes.

Sur 30 priorités dégagées à l'issue de ce travail, la moitié passera par l'engagement des collectivités. Nous élus, militants d'abord, seront les acteurs du changement après avoir été des acteurs pugnaces et déterminés de nos campagnes primaires, présidentielles et législatives. Les 60 000 élus locaux seront présents jusqu'en 2012 parce qu'une seule chose leur importe : faire progresser les citoyens, faire progresser les territoires, faire que jamais un destin ne puisse dépendre d'un lieu de naissance. Et pour que jamais un destin ne puisse dépendre d'un lieu de naissance, il nous faut gagner 2012 et mettre en chantier la loi de décentralisation que nous préparons. »



Benoît Hamon

« Mes chers camarades, je voudrais commencer par remercier Guillaume Bachelay d'être intervenu comme il l'a fait à l'instant. Il fallait être à la fois convaincu, intelligent et talentueux, pour réussir l'exercice qu'il a conduit pendant plusieurs semaines, et réussir à produire un projet qui ne se caractérise pas par la tiédeur de ses orientations, une forme de synthèse molle à laquelle on a pu céder parfois

par le passé, mais par des arêtes qui correspondent très concrètement à ce que sont les demandes démocratiques et sociales de nos concitoyens. Je voudrais aussi saluer le travail de Martine Aubry, qui, à la tête du parti, a permis que ce soit Guillaume Bachelay et pas, pardon pour les grands anciens, quelqu'un de plus éprouvé, de plus expérimenté, qui pilote le projet. Je voudrais la remercier d'avoir réussi à construire cette mosaïque qui a été celle du Parti socialiste pendant deux ans et demi et qui a permis à chacun de trouver sa place dès lors qu'il était volontaire pour avoir une place dans le travail collectif.

Et puis, je suis très heureux de voir Lionel Jospin au premier rang aujourd'hui. Et s'il fallait une démonstration supplémentaire, ta présence montre que tu auras été, tu as été tout le temps un socialiste exemplaire.

Nous aurons un adversaire politique, ce sera la droite. Nous la connaissons, ce sera Nicolas Sarkozy. Son bilan est accablant. Et celles et ceux qui ont naturellement vocation à voter pour nous sont des victimes du sarkozysme. Mais il y aura probablement un adversaire bien plus redoutable contre lequel nous devons lutter. Ce n'est pas à Marine Le Pen que je pense, même si elle est une traduction de ce contre quoi nous devons lutter. Mais c'est la peur qui s'est instillée partout dans notre pays. Et l'essentiel aujourd'hui pour nous est de redevenir le camp du progrès et donc de l'espoir. Je parle de la peur parce qu'il existe deux traditions à droite. Il y a bien sûr une droite républicaine qui croit que le principe de la République c'est la vertu politique qui pense le dévouement de l'individu à la collectivité. Mais il existe aussi une autre droite, tentée par l'ordre, et pour qui la réponse politique est forcément un état minimal qui protège l'un contre l'autre, les uns contre les autres.

Or, nous sentons aujourd'hui que la droite républicaine est en train de perdre, et a perdu sans doute la bataille face à celles et ceux qui veulent le retour à l'ordre. Je vais prendre quelques déclarations des semaines passées. Elles sont suffisamment édifiantes pour que je me sois senti autorisé de dire qu'à mes yeux aujourd'hui, quand j'écoute Claude Guéant, quand j'écoute Chantal Brunel, quand j'écoute Madame Morano, ou quand j'entends le projet politique de Nicolas Sarkozy, il est des moments où j'ai le sentiment que le lepénisme et le sarkozysme, sont les déclinaisons parfois d'un même projet politique.

Alors juste pour les dernières semaines : Madame Barèges, députée qui compare l'homosexualité à la

zoophilie ; Claude Guéant qui prétend que les deux tiers des échecs scolaires, c'est l'échec d'enfants d'immigrés, Chantal Brunel qui veut ramener les étrangers clandestins sur des bateaux...

Que fera la droite pendant les semaines qui viennent ? Non seulement elle exploitera les peurs, et ces peurs existent, et rien ne serait pire pour les socialistes que d'être dans le déni de ces peurs. Ils produiront de la peur. Ils feront de la peur le moyen de se maintenir coûte que coûte au pouvoir.

Je ne vais pas rentrer dans le débat : faut-il que les classes populaires soient le cœur du projet socialiste ? Pour le projet socialiste forcément, les classes populaires et leur sort sont au cœur de nos projets, et le fait qu'il y ait 6,5 millions d'ouvriers, 8,5 millions d'employés, près de 4 millions de chômeurs, justifie que les classes populaires soient au cœur du projet socialiste. Mais au-delà, il faut que la campagne des socialistes soit un message de confiance en direction du peuple. Nous ne sommes pas de ceux qui, quand le peuple ne vote pas comme on le souhaite, pensent que le peuple est mauvais, qu'il faut changer de peuple. Nous avons confiance aujourd'hui dans le peuple français. Nous ne parierons pas sur ses peurs. Nous lui dirons : « Si vous avez peur, nous allons vous montrer des raisons d'espérer. » Et pour espérer, il faudra que nous montrions des preuves de ce que nous considérons essentiel : que les gens voient leur situation s'améliorer.

J'ai remarqué avec François Fillon, Nicolas Sarkozy et d'autres, un seul et même discours. Ils s'adressent aux Français et disent : « Si vous n'acceptez pas cette réforme, ce sera pire. Si vous ne prenez pas ce chemin dont on vous dit qu'il est nécessaire, qu'il procède de l'absolue nécessité, ce sera pire. » Ces gens-là ne nous vendent plus un discours pour reprendre la marche du progrès, mais une perspective absolue, nécessaire, sans laquelle pour les Français, ce serait pire.

Ce dont nous aurons besoin dans les mois qui viennent et tout au long de cette campagne, mais mieux encore si nous gagnons et que nous avons la confiance des Français, ce sera de la force. La force, ce n'est pas le sectarisme, la force ce n'est pas le dogmatisme, la force ce n'est pas forcément la radicalité. La force est à entendre au sens de : « Ne pas être faible ». Ne pas être faible vis-à-vis de toutes celles et ceux qui, dès lors que nous voudrions changer le système, que nous parlerons de la banque publique d'investissement, que nous nous attaquerons à l'organisation du système bancaire, que nous parlerons de réformes fiscales et de répartition des richesses, gronderont, menaceront, feront les gros yeux et diront : « Attention, vous prenez une voie qui n'est pas crédible. » Il faudra être fort et surtout ne pas douter du mandat du peuple. Parce que si nous sommes faibles vis-à-vis de ces institutions libérales, vis-à-vis de toutes celles et ceux qui, en raison de leurs intérêts nous diront d'abandonner, ceux-là nous dévoreront. Et dévoreront avec nous nos espoirs, nos convictions, notre énergie, mais pire, les espoirs du peuple français.

Puisque c'est l'année de la présidentielle, puisque la vraie bataille commence, que la force soit avec vous. »



Jean-Christophe Cambadélis

« Chers amis, chers camarades, nous sommes prêts. Le Parti socialiste est prêt. Prêt pour l'alternative, parce que nous avons balisé l'alternance, d'abord en gagnant des élections, des élections locales extrêmement importantes pour le maillage de la reconquête, ensuite parce que nous avons engagé avec Martine Aubry un immense travail de réflexion qui a touché tous les problèmes

de la société, et qui est aujourd'hui notre bien commun. Enfin parce que, à travers de nombreuses conventions, nous avons construit notre union, union avec Pierre Moscovici sur la question de notre nouveau modèle de développement, union avec Laurent Fabius sur la manière dont nous allons répondre aux défis internationaux, union avec nos camarades qui ont abordé la Convention de l'égalité comme Benoît Hamon.

Et qu'il me soit permis de dire que nous sommes tellement unis que Benoît a salué Lionel Jospin, ce que j'aurais dû faire, ce qui me permet de saluer Henri Emmanuelli, ce que je veux faire.

Chers amis, chers camarades, nous sommes prêts parce que le projet qui a été adopté, comme les autres - il n'y a pas simplement un projet mais des décisions que nous avons prises ensemble sur un certain nombre de sujets -, ce projet signe les retrouvailles entre la gauche et le sens. C'est l'ébauche d'un nouveau progressisme politique, nécessaire dans la période que nous traversons, celle qui voit en Europe s'unir dans un seul mouvement tout à la fois les conservateurs et les nationaux populistes, cette Europe qui se ferme alors que le Sud s'ouvre au monde avec sa jeunesse. Cette Europe-là, nous ne la voulons pas, et c'est pour cela que nous avons construit à travers ce projet une dimension progressiste pour l'ensemble de l'Europe.

Ce projet se détermine assez simplement sur ces questions de sens autour de la régulation de la mondialisation : sortir du laisser-faire, avec ce qui a été évoqué par Guillaume Bachelay,

la question du juste-échange, la question de la réindustrialisation, évidemment ; en même temps, ce nouvel élément, cette domestication écologique et sociale de l'économie de marché autour de la nécessité de sortir du tout-nucléaire ou du tout-pétrole. Enfin, la nécessité de sortir du carcan aujourd'hui mis en place sur l'ensemble des économies européennes par le couple Merkel et Sarkozy, ce carcan d'austérité, avec les décisions que nous prenons avec nos amis sociaux démocrates européens en faveur des eurobonds ou pour un fonds européen permanent qui permettrait la stabilité et la croissance en Europe.

Le Parti socialiste est prêt parce que la gauche s'est intéressée à travailler, s'est réimposée ce travail nécessaire du quotidien des Français. La gauche du quotidien, celle qui s'occupe du pouvoir d'achat de l'ensemble des Français, celle qui réfléchit à la fiscalité, celle qui pose le problème du logement, qui est une des questions essentielles de nos concitoyens, celle enfin qui lie à la fois la sécurité et la justice, celle qui pose le problème essentiel de l'éducation, qui fut à la base de ce que fit Pierre Mauroy ici présent.

Enfin, le Parti socialiste est prêt parce que la France est prête à un changement de logique. La France est prête à une autre politique, à un autre chemin, à un autre moyen et une autre manière de gouverner. La France est prête à changer de sens, et je crois que lorsque l'on regarde la situation française, on s'aperçoit que malgré le choc de New York, qui a touché beaucoup d'entre nous, les fondamentaux de la situation politique française sont là. Il y a un mouvement extraordinairement fort de solidarité et rien n'a bougé dans la situation politique, si ce n'est un petit désarroi. Mais nous, nous vous disons, nous les amis de Dominique, même si nous avons du bleu à l'âme, nous n'avons pas d'état d'âme pour combattre aujourd'hui la politique menée par Nicolas Sarkozy et nous voulons gagner les élections présidentielles.

Alors la partition est là, les musiciens jouent, vous l'avez vu, presque à l'unisson, ce qui veut dire que l'orchestre va être bon. Vous me direz : il manque le chef d'orchestre. Eh bien en attendant, faisons nos gammes. »





Gérard Collomb

« Mes chers camarades, si nous sommes aujourd'hui aussi nombreux, c'est parce que nous percevons les uns et les autres que nous sommes dans un moment où va se jouer l'avenir de la France, l'avenir de nos idées, l'avenir du socialisme. Je crois qu'aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les militants, ce ne sont pas seulement les sympathisants qui nous regardent, ce sont les Français. Les Français attendent de voir

à la fois ce que nous leur proposons et comment nous sommes capables, ensemble, de pouvoir porter celle ou celui qui gagnera demain les prochaines élections présidentielles. Ils nous attendent parce qu'ils ont besoin d'une alternance. Ils savent aujourd'hui que le président de la République a échoué sur tous les terrains : sur le terrain social, sur le terrain économique, sur le terrain même où il prétendait être le maître, celui de la sécurité.

Aujourd'hui, la France est divisée, la France est éclatée parce que, pendant tout un mandat présidentiel, on a dressé les Français les uns contre les autres.

Mes chers camarades, nous présentons aujourd'hui notre projet. Nous devons savoir, et je crois que

Guillaume Bachelay l'a dit, que lorsque nous allons arriver au pouvoir, la situation ne sera pas facile : 1 800 milliards de dette pour la France. Il nous faudra effectivement faire des choix, dire, pendant cette campagne, la vérité aux Français. C'est peut-être parce qu'on leur a trop menti par le passé qu'aujourd'hui, ils doutent de la validité des politiques et que quelquefois, ils doutent de la validité de toutes les politiques.

Mes chers camarades, ils vont regarder ce que nous leur proposons. Ils vont regarder ce que nous leur disons, mais ils vont regarder aussi comment nous agissons, et comment nous agissons d'abord les uns avec les autres parce que, mes chers camarades, vous le savez bien, s'il y a de l'attente par rapport au Parti socialiste, il y a aussi quelquefois de l'inquiétude. Est-ce que, entre toutes celles et tous ceux qui peuvent prétendre à la candidature, il y aura de l'amitié, de la volonté de rassemblement, de la volonté d'unité ou bien alors serons-nous dans ce qu'hélas nous savons faire aussi, la division et finalement l'éclatement ?

Je vous le dis, chers camarades : c'est aujourd'hui du devoir de Ségolène Royal, du devoir de Martine Aubry, du devoir de François Hollande de savoir nous proposer un rassemblement et de nous présenter un candidat qui ne sortira pas affaibli des Primaires et qui sera demain en position pour gagner. »



Pouria Amirshahi

« Je voudrais commencer par remercier Martine Aubry d'avoir proposé qu'on lie la question des droits de l'Homme, les questions démocratiques et les questions de développement et de coopération.

Pendant longtemps on a expliqué que beaucoup de ces pays du Moyen-Orient, du Maghreb, du Machrek étaient totalement otages de dictatures, ce qui était vrai. Aujourd'hui en Tunisie et dans bien d'autres pays, on a vu comment ces peuples en mouvement ont ouvert la porte d'une possibilité de développement d'une nouvelle promesse démocratique.

Dans le domaine du développement et de la coopération, il faudra évidemment mettre le paquet parce qu'il ne s'agit pas simplement d'aider des peuples en difficulté. Le cœur des socialistes balance vers cet altruisme, mais il s'agit aussi de nos sécurités collectives, il s'agit aussi de comprendre que, là où il n'y a pas d'État, là où il y a une désagrégation du tissu social, là où il y a des booms démographiques que personne ne maîtrise, alors il y a toutes les peurs sur lesquelles prospèrent les pires obscurantismes contre lesquels il faudra lutter.

Pour la francophonie, il faudra mettre fin au démantèlement des alliances francophones, des coopérations culturelles, en bâtissant un vrai audiovisuel extérieur, en mettant en place un vrai Erasmus francophone, et aussi, pourquoi pas, inventer quelque chose qui nous permette de cimenter ces identités communes entre les deux rives de la Méditerranée.

Tous ces sujets les concernent là-bas, nous concernent. Ils sont une réponse à ce que M. Sarkozy essaye, à travers M. Guéant, d'instiller : cette peur de l'autre, allant même d'ailleurs jusqu'à s'en prendre à ses propres compatriotes, les huit millions de binationaux qui sont Français mais aussi viennent d'ailleurs et à qui aujourd'hui les autorités de la République prétendent qu'ils devraient choisir entre ce qui fonde leur identité républicaine et ce qui serait à la source de leur origine.

Ce genre de discours n'est pas admissible. A-t-on une seconde pensé que ceux qui, parmi les Français, travaillent à New York, à Dakar, à Bamako, à Santiago du Chili, volent le pain de ces gens-là ? Non. Parce que c'est aussi par là que passent les possibilités de développement, les nouvelles promesses que nous portons dans notre projet. »



Adeline Hazan

« En ratifiant largement le projet qui leur a été présenté, les militants du Parti socialiste ont clairement fait le choix de l'unité et du changement. Alors que la droite nous croyait incapables de produire un projet, d'être un parti uni, nous avons prouvé le contraire. Oui, la bataille de 2012 sera celle du changement. Ce sera projet contre projet, valeurs contre valeurs.

Face à la République qui stigmatise, nous devons opposer une République qui rassemble. Nous assistons depuis des années à une remise en cause dramatique des principes qui fondent notre pacte républicain. Jamais, dans l'histoire de la V^e République, nous n'avons assisté à une telle confusion des pouvoirs et à un tel mépris des contre-pouvoirs. Depuis 2002, il n'y a plus au gouvernement qu'un ministre de l'Intérieur. Nous pensions Brice Hortefeux champion dans ce domaine. C'était sans compter sur le zèle de son successeur, Claude Guéant qui se permet pour le coup tous les excès de vitesse en matière de flirt avec l'extrême droite.

Il n'y a plus qu'un président de la République omniprésent et son porte-parole ministre de

l'Intérieur. Face à cela, nous proposons de bâtir une République irréprochable, une République qui conforte les contre-pouvoirs. Nous ne devons pas oublier que cet abandon de la promesse républicaine se traduit avant tout par un abandon de nos concitoyens par l'État. Nous, élus locaux, savons combien sont terribles les ravages engendrés par cette politique de casse des services publics, c'est à nous, élus de gauche, qu'est revenue depuis toutes ces années la responsabilité de protéger nos concitoyens de cette violence sociale qu'ils subissent au quotidien.

C'est ce que nous avons fait, et d'ailleurs nos concitoyens ne s'y sont pas trompés car ils savent que les socialistes ne sont jamais autant fidèles à leurs valeurs que lorsqu'ils viennent en aide aux populations les plus fragiles.

Avec notre projet, ils savent aussi que nous avons une vision pour la France. Dans un an, lorsque nous reviendrons au pouvoir, nous devons mettre fin à ces années de régression.

Dans un an, lorsque nous reviendrons au pouvoir, nous rassemblerons les Français autour de la promesse républicaine et de ses valeurs de justice sociale et d'égalité réelle. »



Razzy Hammadi

« Après l'actualité que nous avons vécue qu'est-ce que c'est bon d'être ensemble, d'être là, rassemblés, positifs, dynamiques et motivés. Ce projet, il est aussi le débouché, le réceptacle, le cadre qui a su recueillir l'ensemble de nos combats depuis dix ans, l'ensemble de nos militantismes.

Résistance, mobilisation, combat, nous sommes aussi passés ces deux dernières années de la résistance, à l'offensive et à la volonté de construire, ce qui est le cas maintenant désormais, l'alternative. Les socialistes ce n'est pas seulement une question de curseur, plus de ci et moins de là, la rénovation qui a été la nôtre, programmatique, est allée au-delà de la problématique du curseur.

Si nous avons retrouvé cette volonté de vaincre et de gagner, c'est parce que collectivement nous sommes rassemblés, mais aussi, parce que chacun d'entre nous, individuellement, est convaincu du devoir

moral qui lui incombe. S'il y a évidemment dans les Primaires qui s'ouvrent, un droit à être candidat, nous avons collectivement tous un devoir de victoire à assumer.

Nous devons être fiers de notre projet, fiers de ce que nous sommes, nous devons être fiers de ce que nous allons porter. Parce que nous sommes la seule alternative autour de laquelle peut se construire véritablement un projet économique, social, environnemental, pour les générations à venir à partir de 2012.

En un mot, fiers aussi parce que nous avons mis au fronton de la rénovation du Parti socialiste la problématique de la démocratisation. Oui, n'ayons pas peur de cela. Nous sommes le premier parti de la V^e République, le seul parti de gauche qui va appeler des millions de concitoyennes et de concitoyens à choisir notre candidate ou notre candidat. N'ayons pas peur de l'opinion, ne faisons pas confiance aux pulsions, appuyons-nous sur la raison de la victoire, de la dynamique du rassemblement. Nous avons là les arguments, nous avons là la motivation, nous avons là toutes les générations et une majorité de Français est prête à nous faire confiance. »



Manuel Valls

« Les socialistes sont prêts, et ce rassemblement, ce travail qui a conduit à ce projet, nous le devons à Martine Aubry que je veux remercier. Nous le devons au travail collectif qui a été le nôtre, à la responsabilité de chacun, mais nous le devons aussi à un jeune dirigeant talentueux, Guillaume Bachelay, que je remercie pour son sens de l'humour, pour sa plume, pour son travail de fond.

Le rejet, la rancœur à l'égard du président de la République, qui a tout fait pour diviser les Français et le rejet à l'égard de sa politique sont forts. Les Français nous observent parce qu'ils sont inquiets et qu'ils attendent beaucoup de nous : l'alternance, l'alternative, le changement, l'autre politique. Il nous appartient donc de les rassurer car beaucoup de l'élection présidentielle se joue évidemment maintenant et avec les Primaires qui doivent nous permettre de choisir notre candidat et de créer surtout l'élan, la mobilisation indispensable pour l'emporter.

Chacun de nos gestes, chacune de nos déclarations sera observé. Il y a un doute, pas uniquement à cause des événements de ces derniers jours mais parce que le doute à l'égard de la politique est profond, il se traduit par l'abstention, y compris aux élections locales. Et on voit bien combien de regards de gens qui souffrent se tournent de nouveau vers le Front national. Dans nos attitudes et dans nos propositions, nous devons être capables de répondre à cette angoisse.

La crise économique frappe les peuples, les peuples européens, et frappe évidemment notre peuple. La perte d'identité, le sentiment que la politique est emportée par la globalisation économique crée ce sentiment.

Quel défi alors pour nous alors que ce que je viens de décrire ouvre les portes à la droite dure, à la droite populiste et aux alliances un peu partout en Europe avec l'extrême droite ! Nous n'avons pas seulement une responsabilité nationale à l'occasion des élections d'avril, de mai et de juin 2012, nous avons une autre responsabilité bien plus importante, qui est d'arrêter ce cycle en Europe qui a donné le pouvoir à une droite dure pour que de nouveau, comme en 1981, nous redonnions également un message d'espoir à l'Europe. Et pour cela, la gauche doit être évidemment à la hauteur de ses responsabilités, nous déclinerons tous évidemment ce projet. Mais la gauche doit être plus que jamais moderne, elle doit regarder le monde avec ses atouts, et ses profondes injustices. Elle doit considérer qu'évidemment les centres de pouvoir se sont progressivement déplacés, et elle doit être capable d'apporter une réponse qui ne peut pas être uniquement une réponse nationale. Nous devons faire en sorte qu'une autre politique pour l'euro soit portée par la gauche française et par la gauche européenne, qu'il y ait une véritable coordination des politiques économique, sociale et fiscale. Mais en même temps, je

metts en garde chacun contre toutes les tentations du protectionnisme, contre toutes les tentations qui nous feraient perdre le sens du projet européen.

Plus que jamais, nous devons dire la vérité sur l'état des finances publiques, sur le niveau de croissance, sur les marges de manœuvre. Nous devons définir les priorités autour desquelles les Français vont évidemment se retrouver. Les Français doutent des projets, de ceux qui ont expliqué il y a cinq ans que tout était possible. Ils iront vers ceux qui à la fois leur diront la vérité et qui leur proposeront un chemin conciliant l'efficacité économique et la justice sociale. Pour cela, je vous invite à nous adresser à tous les Français, notamment ceux qui sont les victimes de cette crise économique, de la politique de Nicolas Sarkozy, à ces Français qui souffrent, dans ces quartiers difficiles, dans ces banlieues. Rappelons-nous, en 2007, les files d'attente de ceux qui s'étaient inscrits déjà nombreux sur les listes électorales et qui venaient voter pour Ségolène Royal et qui le soir ne comprenaient pas pourquoi Nicolas Sarkozy l'avait emporté alors que dans les quartiers de la région parisienne, de Marseille, de Lille, de Lyon, ils avaient été 70 % ou 80 % à choisir la candidate du Parti socialiste.

C'est à eux que nous devons aussi nous adresser parce que c'est sans doute eux qui doutent le plus de la politique. Nous devons leur parler concrètement logement, mais également nous devons leur dire que nous ferons la réforme de la fiscalité, mais aussi la réforme de la fiscalité locale qui fait fuir les classes moyennes de ces quartiers populaires. Nous leur parlerons de pouvoir d'achat, nous leur parlerons de jeunesse, nous leur parlerons de sécurité. Pas seulement parce que la délinquance touche d'abord les plus faibles, les plus fragiles et les plus modestes de notre société, mais parce que c'est à la gauche d'incarner l'autorité, c'est à la gauche d'incarner l'ordre parce que quand il n'y a pas d'autorité, quand il n'y a pas d'ordre, c'est l'injustice, le désordre qui prévaut et c'est alors la droite et l'extrême droite qui en profitent. Concilier l'efficacité économique, le sens de l'État et les services publics, la volonté de justice, c'est ce que nous allons faire dans les mois qui viennent.

Chers camarades, chers amis, la France est grande quand elle est juste et généreuse. Il y a 30 ans, j'obtenais la nationalité française. Mes parents, évidemment, m'ont transmis des valeurs, mais c'est l'école de la République, l'école laïque, l'école des quartiers populaires qui m'a donné cette volonté farouche de vous dire que la gauche, cette fois-ci et plus que jamais, doit incarner la nation ouverte et généreuse, capable d'accueillir. C'est à la gauche, comme le dit notre projet, d'incarner cette belle langue qu'est le français. C'est à la gauche d'incarner la laïcité parce que sans laïcité, il n'y a pas de « vivre ensemble », sans laïcité, il n'y a pas de droits et de devoirs ; sans laïcité, la condition de la femme dans les quartiers populaires régresse toujours ; sans laïcité il n'y a pas, d'une certaine manière, de France. La France est grande, juste et généreuse quand la gauche est au pouvoir. »



Laurence Rossignol

« Notre projet est aussi celui de la maturation d'un concept, d'une idée qui est celle du socialisme du XX^e siècle, c'est la social-écologie. La social-écologie, c'est la réponse du XXI^e siècle à un monde qui a changé et qui n'a pas fini de changer. Celui de l'épuisement de la biodiversité, des ressources naturelles, celui de la dégradation de la qualité de l'air, de la qualité de l'alimentation qui met en

danger la santé de nos concitoyens bien plus qu'on ne leur dit.

Dans le défi qui nous attend en 2012, au cœur de la question environnementale, c'est la question énergétique qui nous sera posée. Le temps des énergies abondantes et bon marché est révolu. Nous avons à faire face à deux défis : d'une part, celui de la lutte contre le dérèglement climatique ; et d'autre part, celui de la production d'une énergie sûre. C'est la fin d'un cycle. Ce cycle, c'était celui pour la France du pétrole, d'une part, et du nucléaire d'autre part. Quels que soient les choix idéologiques, les coûts

auxquels cette énergie était et serait aujourd'hui fournie ne sont plus assumables par nos sociétés. Notre projet est un projet ambitieux puisqu'il donne comme horizon celui de nous libérer de la double dépendance au pétrole et au nucléaire. Nous avons trois objectifs : le premier qui est la sobriété énergétique. Nous pouvons consommer moins tout en vivant aussi bien. Nous avons l'efficacité énergétique, un secteur économique demain en pleine croissance si nous le voulons. Enfin, le secteur des énergies renouvelables : sacrifiées par le gouvernement Sarkozy.

Ce projet-là est une révolution pour nous, aussi bien dans notre façon de concevoir l'avenir que dans notre façon de concevoir nos rapports avec nos partenaires. Nous avons, avec Martine Aubry au cours des ces dernières années, retrouvé les chemins de ce qu'on a appelé en 1997 la gauche plurielle, du moins d'un contrat de gouvernement. C'est avec le même état d'esprit que nous pourrions demain construire les conditions de la victoire de 2012. Le temps de la soustraction est terminé à l'égard de nos partenaires, nous rentrons avec ce projet dans le temps de la co-élaboration qui nous amènera vers la victoire et la réussite. »



Marie-Noëlle Lienemann

« Belle journée pour les socialistes, belle journée pour la gauche. Rassemblement de l'ensemble de nos camarades, mais surtout une proposition qui vient en écho avec ce qui nous permettra de gagner, c'est-à-dire le rassemblement des forces de la jeunesse, du travail et de la création. Les emplois d'avenir sont une bonne idée, l'allocation d'autonomie est une bonne idée, rien ne se fera à gauche

si nous ne sommes pas capables de mettre en mouvement la jeunesse. Rien ne se fera dans notre pays si nous ne remettons pas en mouvement les forces du travail. Je veux parler bien sûr des salariés, mais aussi de ceux qui entreprennent et qui ne vivent pas de la valorisation de la rente et du capital, mais de leur talent et de leur capacité d'innovation. Ce front-là, nous le ferons grâce à une action publique

tout à fait offensive. Nous devons réindustrialiser la France avec des fonds d'investissement industriels. Un État qui régule pour éviter les inégalités insupportables et qui redistribue les richesses. Il y a des marges de manœuvre avec toutes ces fraudes fiscales, avec toutes ces niches et cet argent public qui sont utilisés en faveur des plus riches.

La France est attendue dans le monde. La crise n'est pas terminée. Et on peut même redouter qu'elle s'amplifie avec la crise de l'euro. Nous aurons besoin d'une présidente ou d'un président de la République française qui porte l'idéal universaliste, l'idéal de progrès. L'ouverture au monde oui, la mondialisation contre nous, non. C'est pour ça que nous disons oui à l'Europe sociale avec des convergences sociales. C'est pourquoi nous disons oui à la coopération avec le tiers-monde, mais l'Europe ne doit pas être une passoire qui laisse s'installer le dumping social. Nous inventerons le juste échange. Nous avons les outils pour rassembler la gauche, nous avons les outils pour rassembler la France. »

Résultat du vote du texte
adopté à l'unanimité



Harlem Désir

« Chers amis,
Chers camarades,

Je veux d'abord ajouter, aux remerciements déjà adressés à Guillaume et à ceux qui ont travaillé sur cette convention finale, des remerciements à tous ceux, responsables, permanents du parti, élus, jeunes socialistes mobilisés et bien sûr les milliers de militants sans lesquels les grandes conventions

précédentes, les forums des idées, les centaines de débats locaux et de rencontres du changement, n'auraient pas été possibles. Quel bonheur de voir toutes les générations de socialistes rassemblées aujourd'hui de Laurianne à Pierre Mauroy.

Le projet que nous adoptons aujourd'hui n'est pas seulement un excellent texte, c'est un symbole aux yeux des Français, c'est l'emblème d'un nouveau Parti socialiste : plus uni, plus inventif, plus crédible, où l'on sait mettre les intelligences individuelles au service du travail collectif.

C'est l'emblème du grand Parti socialiste sans lequel il n'y a pas de victoire possible à l'élection présidentielle. Depuis plusieurs mois, en présentant nos propositions, en les mettant en débat, en allant à la rencontre des Français, c'est nous qui sommes à l'initiative, que les Français regardent et écoutent, et nous sommes le premier grand parti à présenter son projet pour 2012.

Depuis plusieurs mois nous avons réussi à refaire de notre diversité une force et non une faiblesse. Ce goût du débat, de l'échange, du choix démocratique est inscrit dans notre identité de socialistes. À l'aube du socialisme, il y a un peu plus d'un siècle (en 1900), Guesde et Jaurès débattaient déjà, dans le grand Hippodrome de Lille devant près de 8 000 camarades, de ce que devait être la voie du socialisme en France. De même, dans les mois qui viennent, les talents divers s'exprimeront dans un débat démocratique devant le peuple de gauche. Et tous les talents se déploieront autour de ce projet. Je sais que ce projet sera le socle de l'unité pour tous les socialistes.

L'unité des socialistes, l'unité de la gauche est indispensable pour battre la droite la plus cynique du monde.

Les Français en ont assez du cynisme de M. Wauquiez, qui qualifie la solidarité d'assistanat et de cancer de la société, quand notre pays compte quatre millions de chômeurs et six millions de salariés à 750 euros par mois qui ne verront jamais la couleur de la prime promise par le gouvernement.

Assez du cynisme de M. Chatel, le casseur de l'Éducation nationale, qui pousse les parents à occuper les écoles contre les suppressions de postes, alors qu'on recrute des professeurs vacataires remplaçants à Pôle emploi.

Assez du cynisme de M. Guéant, qui n'est plus ministre de l'Intérieur chargé de la sécurité des Français, mais ministre préposé aux dérapages

nauséabonds, aux attaques contre les enfants d'immigrés et finalement au rapprochement avec le Front national.

Et puis assez du cynisme de M. Copé, dont le seul projet semble être d'attiser les haines et de courir après Marine Le Pen, en organisant ses débats sur l'Islam, et maintenant sur l'immigration, débats qui ne débouchent sur rien si ce n'est de nouvelles divisions et tensions dans notre pays. L'UMP de M. Copé, c'est cet endroit où une ministre de la République, Jeannette Bougrab, doit quitter précipitamment une réunion de cadres parce que l'un d'entre eux dit tout haut qu'il y en a marre des bougnoules. C'est cet endroit où l'on acclame la mise en cause des lois mémorielles et des lois anti-racistes et anti-discriminations. C'est cet endroit où la députée, Mme Barèges, compare la légalisation du mariage gay à – je cite – « l'union avec les animaux ».

Alors, chers camarades, puisque M. Copé tient un conseil national de son parti aujourd'hui même, je veux lui dire : M. Copé, votre droite est tellement cynique, elle fait tant de mal à notre pays, elle divise tant nos compatriotes, que nous, socialistes, nous mettrons toutes nos forces pour que dans 300 jours, l'un ou l'une des nôtres entre à nouveau à l'Élysée et que les Français décident que vous ne soyez plus à la tête du premier parti de la majorité, mais d'un petit parti d'opposition.

Je crois que dans la confrontation présidentielle, notre projet sera une arme redoutable contre la droite, parce que c'est un projet de rassemblement des Français, un projet d'union de notre pays alors que la droite n'a cessé de le fracturer.

Notre projet sera une arme redoutable parce que nous sommes fidèles à notre histoire, qui est aussi l'histoire de la France.

Dans ce projet, les Français liront notre attachement viscéral à la République, cette République berceau du socialisme de Jaurès, ils liront l'humanisme de Blum, le courage politique de Mendès France, le rayonnement de la France et de l'Europe dans le monde si cher à François Mitterrand, la volonté de poursuivre les conquêtes sociales sur le chemin de Pierre Mauroy, le pacte entre efficacité économique et justice sociale et la conquête de nouvelles libertés qui fut la marque du gouvernement Jospin.

Et ils liront une feuille de route pour la France dans le XXI^e siècle : une société plus juste, avec la priorité à l'emploi et à l'école ; une économie plus forte, grâce à l'innovation, la recherche, l'investissement ; une République plus démocratique ; une France mieux écoutée dans le concert des nations.

Voilà notre projet pour la France. Voilà le chemin de redressement et de justice que nous proposons aux Français. Cette reconquête commence aujourd'hui ; demain commence aujourd'hui, chers camarades, alors allons dès aujourd'hui auprès des Français présenter notre projet pour que la gauche soit - plus que jamais - le nom d'un nouvel avenir pour la France.

Je vous remercie. »

Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes.

La boutique



Retrouvez tous nos objets
sur parti-socialiste.fr/boutique





UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA ROCHELLE

DU 26 AU 28 AOÛT 2011



Pour plus d'informations, rendez-vous sur parti-socialiste/universite-dete.fr